

La Lettre HERMES

Lettre électronique des instituts français de recherche à l'étranger

Avril-Mai-Juin 2005

numéro : 2

AGENDA 2e trimestre 2005

1^{er} avril 2005 - PARIS
Conseil scientifique du pôle Afrique (IFRA d'Ibadan, de Nairobi, CFEE d'Addis et IFAS de Johannesburg).

4 et 5 avril 2005 - PARIS
Conseil scientifique du pôle Amérique (IFEA de Lima, CEMCA de Mexico).

6 et 7 avril 2005 - PARIS
Conseil scientifique du pôle Maghreb (IRMC de Tunis, CJB de Rabat).

8 avril 2005 - PARIS
Conseil scientifique du CEFRES de Prague.

11 et 12 avril 2005-PARIS
Conseil scientifique du pôle ESPAR (CEDEJ du Caire, SEDAS de Khartoum et CEFAS de Sanaa).

18 avril 2005 - BERLIN
Conseil scientifique du CMB de Berlin.

21 avril 2005 - PARIS
Conseil scientifique de la MHFA de Göttingen.

8 avril 2005 - PARIS
Conseil scientifique du CEFRES de Prague.

26 avril 2005 - PARIS
Conseil scientifique de l'IFPO (Amman, Beyrouth, Damas).

28 et 29 avril 2005-PARIS
Conseil scientifique du pôle Asie (IFP de Pondichéry, CSH de New-Delhi, IRASEC de Bangkok, CEFC d'Hong-Kong, MFJ de Tokyo).

9 mai 2005 - PARIS
Conseil scientifique de la MFO (Oxford).

13 mai 2005 - PARIS
Comité d'orientation stratégique.

17 mai 2005-MOSCOU
Conseil des CUF de Moscou et St Pétersbourg.

30 mai 2005-PARIS
Conseil scientifique du CFRM de Moscou.

Éditorial

Avec près de **1 200 correspondants recensés** et compte tenu des réactions très positives enregistrées dès la diffusion de son premier numéro, la lettre électronique trimestrielle présentant l'actualité des activités du réseau des instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) a trouvé son public en répondant à une vraie demande. Elle est, d'ores et déjà, perçue comme un précieux **outil de communication et de valorisation des travaux des centres** de recherche qui ont activement participé à l'élaboration de ce numéro du second trimestre 2005.

Un outil de communication et de valorisation.

La Lettre "Hermès" participe à une meilleure reconnaissance et à l'insertion des programmes scientifiques des instituts dans les réseaux français et européens. Elle s'inscrit dans la **dynamique de la réforme des centres** qui connaîtra une nouvelle étape avec l'aboutissement de la réflexion des tutelles (Affaires étrangères, Recherche et CNRS) sur la mise en place d'unités mixtes de recherche spécifiques aux instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE).

Lieu d'élaboration de savoirs, de formation, de rencontres entre chercheurs français et étrangers, les centres sont aussi des outils au service d'**une coopération fondée sur le débat d'idée et la meilleure connaissance de l'autre.**

La richesse d'un réseau construit dans la durée qu'il appartient de mieux faire connaître.

Les instituts sous tutelle du Département, répartis avec leurs antennes dans trente six villes du monde, ont capitalisé sur la durée des sommes documentaires et un patrimoine intellectuel considérable. Leur mobilisation doit permettre de mieux **appréhender les évolutions des sociétés contemporaines en mutation.** Une enquête récente menée, centre par centre, par cette sous-direction en relation étroite avec la cellule valorisation, fait apparaître que **plus de 180 programmes de recherche portant sur des problématiques contemporaines sont actuellement développés au sein des 27 centres** et le plus souvent en partenariat avec des institutions locales et des établissements universitaires ou de recherche français et européens renommés.

C'est cette richesse d'un réseau construit dans la durée et grâce à une politique de présence sur le terrain qu'il appartient de mieux faire connaître et de développer.

Philippe GEORGEAIS

Sous-directeur de l'Archéologie et des Sciences sociales

Hommage

Rémy LEVEAU, spécialiste du monde arabo-musulman contemporain, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris, est décédé le 2 mars dernier à l'âge de 72 ans. Rémy LEVEAU était un éminent chercheur auquel ses travaux avaient valu la plus large reconnaissance parmi ses pairs. Il avait notamment créé le CEDEJ du Caire ainsi que le Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain à Beyrouth et Amman. Il présidait, depuis 2001, le conseil scientifique de l'Institut français du Proche-Orient (IFPO). Rémy LEVEAU qui avait effectué l'essentiel de sa carrière à Sciences Po dont il a dirigé durant plusieurs années l'Ecole doctorale, s'était également occupé de coopération universitaire au ministère des Affaires étrangères et avait été conseiller culturel à Tripoli et au Caire. Il était également consultant à l'IFRI. Par ses qualités professionnelles et humaines, Rémy LEVEAU laissera le souvenir d'une personnalité éminente et chaleureuse. Sa disparition brutale a touché tous ceux qui ont eu le privilège de travailler auprès de lui et constitue une lourde perte pour le monde de la recherche en sciences humaines.

(crédit photo : IFRI).

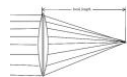


Table ronde

Dans le cadre du **Salon du Livre de Paris**, la Direction générale de la coopération internationale et du développement du ministère des Affaires étrangères – sous-direction de l'archéologie et des sciences sociales – en partenariat avec l'ADPF-ERC et les Editions Maisonneuve & Larose ont organisé le 22 mars dernier une **table ronde sur le thème "Archéologies, 20 ans de recherches françaises dans le monde"**.



Cette rencontre était animée par **M. Jean LECLANT**, Secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles lettres, **M. Jean-François JARRIGE**, Secrétaire général de la Commission des fouilles, **M. Henri-Paul FRANCFORT**, membre de la Commission des fouilles et **M. Philippe GEORGEAIS**, sous-directeur de l'archéologie et des sciences sociales au Département. La table ronde a donné lieu à de nombreux échanges avec le public présent.



FOCUS-CENTRE



L'Institut français

d'Afrique du Sud (IFAS) a été ouvert en 1995 à l'initiative du ministère des Affaires étrangères. Il s'agissait de répondre à la volonté de la France de prendre part à la construction de la « nouvelle » Afrique du Sud. L'institut est une structure originale qui couple culture et recherche. **L'IFAS-Recherche est doté d'un mandat régional concernant 9 pays d'Afrique australe.** Cela conduit l'institut à développer des projets croisés avec les pays de la région ainsi qu'avec les IFRA (Instituts français de recherche en Afrique) de Nairobi et Ibadan sur des projets continentaux.

La section recherche soutient environ 80 chercheurs par an venant des centres français et européens et travaillant sur l'Afrique australe. Sa mission première est de promouvoir la création d'équipes mixtes de recherche à travers des appels à projets sur des programmes annuels. Durant ces 10 ans, l'institut s'est d'abord orienté vers la reconstruction des espaces et des identités en contexte post-apartheid et vers l'observation des indicateurs du changement social à travers des approches multidisciplinaires.

La programmation scientifique en cours s'articule autour de 4 programmes :

- *la privatisation de la sécurité dans les villes d'Afrique sub-sahariennes*: dynamiques urbaines et nouvelles formes de gouvernance. Il s'agit d'un programme qui inclut une vingtaine de chercheurs dans 7 pays. La dimension comparative du programme est rendue effective par la mise en place de méthodes d'analyse qualitatives communes et la **création d'un système d'information géographique (SIG)**. Ce programme est financé conjointement avec les **IFRA d'Ibadan et Nairobi** et fait l'objet de nombreux partenariats en Afrique australe et en France.

- *l'impact de la crise zimbabwéenne sur les politiques foncières en Afrique australe*. Ce programme qui comprend aussi une dimension comparatiste entre les pays de la région, est par ailleurs l'occasion d'une collaboration avec la London School of Economics puisqu'il est coordonné par un chercheur de cette institution.

- *les Archives Khoesan*. Chasseurs-cueilleurs et éleveurs semi-nomades, les San et les

Khoekhoe, populations sans Etat, ont longtemps été réputés sans histoire, ou du moins n'entrant dans l'histoire que comme victimes de l'histoire des autres. Ce projet qui vise à corriger ce biais est aussi l'occasion d'un partenariat institutionnel à teneur européenne avec l'Université de Mayence en Allemagne.

- *relations interculturelles et dialogue : le rôle des écoles dans la construction d'un modèle démocratique, multiculturel et participatif en Afrique du Sud*. Ce programme relève d'une ambition de collaboration entre la France et l'Afrique du Sud dans le domaine éducatif avec notamment l'exportation du concept de la "zone d'éducation prioritaire" (ZEP) et la comparaison de la mise en place de ce modèle en contexte de revendication du multiculturalisme.



L'IFAS poursuit une **politique de valorisation** des résultats activement à travers notamment des **co-publications** chez Karthala (France) et Protea (Afrique du Sud). Les "*Nouveaux Cahiers de l'IFAS/IFAS Working Paper Series*" sont une série à parution pluri-annuelle en anglais de travaux soutenus par l'IFAS. Enfin, l'institut publie "*Lesedi*", Lettre d'Information semestrielle.

Les dix ans de l'IFAS ont été l'occasion de deux journées de réflexion en février 2005 intitulées : **L'Afrique australe et la France : 10 ans d'échange en Sciences Humaines et Sociales – Accomplissements et perspectives**. Ces journées, accueillies par l'université de Johannesburg, ont été suivies par les représentants de plus de 12 institutions françaises de recherche et les principales agences françaises présentes en Afrique du Sud, ainsi que par les représentants régionaux des grands organismes de recherche français (CNRS, IRD, CEMAGREF). 15 institutions de recherche sud-africaines (instituts de recherche nationaux, indépendants et universités) et 5 institutions de recherche d'Afrique australe (Namibie, Mozambique, OSSREA-Organisation for Social Science Research in Eastern Africa) et un représentant de l'IFRA Nairobi ont complété cet effectif. Trois tables rondes ont permis d'évaluer l'action de l'IFAS et de **réfléchir à de nouvelles thématiques de recherche**.

www.ifas.org.za/research

Contact : aurelia@ifas.org.za



日 仏 会 館 La Maison franco-japonaise de Tokyo a fêté son 80ème anniversaire.

Le **14 décembre 1924**, jour de son inauguration, la Maison franco-japonaise n'avait pas encore de murs, mais elle était déjà vivante dans l'esprit de **Paul CLAUDEL**, alors ambassadeur de France au Japon, et **SHIBUSAWA Ei'ichi**, grand capitaine d'industrie et banquier japonais, qui oeuvrèrent à la faire naître.

Pour célébrer l'âge vénérable de **l'un des plus anciens centres à l'étranger du Département**, une lecture croisée de textes des deux fondateurs fut mise en scène le 14 décembre 2004 dans le grand auditorium de la Maison, en présence de M. SHIBUSAWA Masahide, arrière petit-fils du fondateur. Par delà les âges, le dialogue s'est ainsi poursuivi entre les deux hommes devant un auditoire nombreux, ému par le style incandescent de Claudel et la profonde humanité de Shibusawa. Par cet hommage, le Bureau français de la Maison franco-japonaise a montré à ses partenaires et à ses amis de Tokyo qu'il entendait, plus que jamais, répondre à sa vocation première : être le trait d'union indispensable entre les communautés intellectuelles de la France et du Japon.

<http://www.mfj.gr.jp/index.html>



□ □ □



L'objectif principal de **l'Institut français d'études andines de Lima (IFEA)**, créé en 1948, est de participer au développement et à la diffusion des connaissances sur le monde andin dans le cadre d'une recherche pluridisciplinaire, d'une approche régionale – le siège de l'IFEA est à Lima mais son aire d'intervention s'étend sur quatre pays : le Pérou, la Bolivie, la Colombie et l'Équateur – et d'un dialogue entre institutions et chercheurs français et andins.

La politique scientifique de l'IFEA consiste à conduire des recherches pluridisciplinaires portant sur des thématiques variées. **L'IFEA a accueilli près de 300 chercheurs depuis 1948.** Les programmes scientifiques, qui s'inscrivent dans le cadre de la thématique générale *Les pays andins : multiplicité des héritages historiques, diversité et dynamiques des milieux et des sociétés*, s'organisent autour de quelques grands axes et thèmes : *Dynamiques des milieux naturels ; Construction des sociétés et des territoires dans les sociétés préhispaniques ; Construction des identités, des sociétés et des États ; Processus et formes d'intégration et d'exclusion ; Organisation spatiale et dynamiques territoriales.* L'animation scientifique permet aux chercheurs de présenter ses travaux et sa méthodologie dans le cadre de conférences, colloques et séminaires appuyés par l'IFEA. En 2004, l'Institut a co-organisé 7 colloques internationaux dans les quatre pays andins.



Dans le cadre d'une stricte **politique éditoriale**, les manuscrits sont publiés dans l'une des collections de l'IFEA qui sont distribuées dans 25 librairies des Andes centrales. Depuis 1972, l'Institut édite la revue *Bulletin de l'IFEA* (3 numéros par an). Depuis sa création l'IFEA a publié 183 ouvrages dans la collection *Travaux de l'IFEA*. Ces livres sont presque toujours réalisés en coédition avec des universités et des centres de recherche andins. Dans un souci de donner une plus large diffusion à des textes particulièrement importants, une nouvelle collection, la *Bibliothèque andine de poche*, qui compte 23 titres, a été créée en 2000. Enfin, en 2005 a été créée la collection *Actes & Mémoires*. L'IFEA participe également à de nombreuses foires du livre. À partir de 2001, l'Institut s'est ouvert sur d'autres pays latino-américains et sur l'Union européenne en participant à des événements dans les pays andins, au Mexique, en Allemagne et en Espagne. **Le fonds de la bibliothèque de l'IFEA s'est considérablement enrichi.** Il contient actuellement plus de 32 000 ouvrages, 41 000 numéros de revues (300 titres vivants), **820 thèses soutenues en France portant sur l'Amérique latine** et 1 500 cartes. Informatisée, la bibliothèque offre au lecteur plus de 140 000 références bibliographiques qui permettent une recherche rapide et efficace. La bibliothèque accueille plus de **2 500 lecteurs par an.** **Le site Web de l'IFEA, qui reçoit plus de**

60 000 visiteurs chaque année, réunit : les informations générales relatives à la vie de l'Institut ; toutes les références de la bibliothèque ; l'ensemble des articles du *Bulletin de l'IFEA*, disponibles en pdf (1972-2003) ; un catalogue ethnographique multimédia. Pour plus d'informations : www.ifeanet.org

□□□

FOCUS-CHERCHEUR

DISTINCTION –

François LECLERCQ a reçu le prix 2005 de l'Institut du Commonwealth, pour son étude de l'impact sur le système scolaire des réformes des politiques d'éducation en Inde – une étude de terrain dans les écoles primaires du Madhya Pradesh publiée par le **Centre de Sciences Humaines (CSH) de New Delhi**, dans la série des *CSH Occasional Papers* en novembre 2002. Il a reçu cette distinction des mains de la présidente du conseil de l'Institut du Commonwealth, le 14 mars 2005 à Londres, après avoir participé aux célébrations du Jour du Commonwealth, où étaient représentés les 53 pays membres de l'organisation. **Attribué pour la première fois cette année, le prix de l'Institut du Commonwealth a été créé pour distinguer les meilleures recherches entreprises sur un thème particulier ayant trait à l'éducation dans les pays du Commonwealth.** L'étude de François Leclercq s'appuie sur une enquête de terrain réalisée dans des écoles primaires rurales de l'État du Madhya Pradesh, en Inde centrale. Elle présente des éléments d'évaluation des réformes introduites au milieu des années 1990 par le gouvernement de cet État, dont l'objectif était d'étendre le système public d'enseignement primaire et d'en décentraliser la gestion. L'étude met en évidence certains écarts entre les objectifs affichés et l'impact réel des réformes sur le système scolaire, et apporte un éclairage extrêmement utile sur les politiques d'éducation. **François Leclercq a réalisé cette étude lorsqu'il était doctorant en économie du développement à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), et boursier du Département en accueil au Centre de sciences humaines de Delhi**, en 2001-2002. Il va prochainement soutenir sa thèse de doctorat, et travaille actuellement comme chercheur au sein de l'équipe indépendante, établie à l'UNESCO, qui rédige chaque année le *Rapport Mondial de Suivi sur l'Éducation pour Tous*. L'étude de François Leclercq peut être téléchargée gratuitement à partir du site web du CSH : <http://www.csh-delhi.com/>

Une version abrégée en a été publiée par la revue indienne de référence en sciences

sociales, *Economic and Political Weekly* (Vol. 38 No. 19, May 10, 2003, pp. 1855-69).

□□□

* **Nicolas PEJOUT**, doctorant en sociologie de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS, Paris) et boursier de recherche de l'**Institut français d'Afrique du Sud (IFAS) à Johannesburg** depuis 2002, mène ses recherches sur l'ambivalence des **technologies de l'information et de la communication (TIC) comme outils de contrôle et de contestation en Afrique du Sud post-apartheid**. Pour le premier terme de l'ambivalence, l'hypothèse est que les TIC sont des outils performants dans l'instauration, le maintien et le renforcement des phénomènes de domination, contrôle, discipline et normalisation. Pour le deuxième terme, l'hypothèse complémentaire s'organise autour d'un ensemble de figures opposées : celles de l'affaiblissement, de la destruction et du renversement éventuel d'une domination. En d'autres termes, les TIC sont envisagées, d'un côté, comme des outils de mise en ordre et, de l'autre, comme des techniques de désordre. Cette ambivalence est saisie dans ses dimensions à la fois économiques, politiques et sociales et à diverses échelles. Dernières publications :

- 2005, « *Batho Pele – Putting people first ? A critical look at e-government in South Africa* », in CALISE, Mauro (Dir.), *Electronic Government*, Milan, Apogeo – à paraître.

- 2005, « *Hypercapitalism in a Developing Country. The "New Economy" of South Africa: Economic Performance, Time and Social Sustainability* », *Études et Recherches*, disponible sur <http://www.tic.ird.fr> – article en cours d'évaluation.

-2005, « *Les modes d'appropriation des NTIC en Afrique du Sud: au-delà de l'impact, le système socio-technique* », in GABAS, J.-C. (Dir.), *Société Numérique et Développement en Afrique – Usages et Politiques Publiques*, Paris, GEMDEV – Karthala, p.203-228.

Contact : npejout@yahoo.com

□□□

* **Chloé FROISSART**, née en 1976, est diplômée de Lettres Modernes (maîtrise, Paris IV Sorbonne, 1999), de Langue et civilisation chinoises (Licence, INALCO, 1999) et de Sciences politiques (DEA, Sciences-po Paris, 2001). **Spécialiste de l'histoire des idées politiques en Chine et des migrations internes** qu'elle étudie dans ses rapports avec la transition du régime chinois, elle a effectué de nombreux séjours de longue durée en Chine populaire entre 1999 et 2003 en qualité de lauréate de la bourse bilatérale franco-chinoise délivrée par le ministère des Affaires étrangères et le gouvernement chinois. Elle y a travaillé sous la direction et en collaboration avec des chercheurs de l'Université du

Sichuan (Chengdu), de l'Académie des sciences sociales du Sichuan (Chengdu) et de l'Académie des sciences sociales de Chine (Pékin). Doctorante à l'Institut d'études politiques de Paris depuis octobre 2001, elle travaille, sous la direction de Jean-Philippe Béja (CERI), sur l'évolution des rapports entre l'Etat et la société en Chine à travers l'étude des migrations des paysans vers les villes, liées à l'introduction de l'économie de marché et au passage d'une société rurale à une société urbaine. Allocataire de recherche au **Centre d'études français sur la Chine contemporaine à Hong Kong (CEFC)** depuis septembre 2003, elle se rend régulièrement dans le Sichuan pour poursuivre son travail de terrain et participer aux activités des organisations non gouvernementales qui conseillent les autorités sur les politiques publiques à adopter en faveur des migrants. Publications : <http://www.cefc.com.hk/fr/cefc/cfroissart.htm>

BREVES

POUR MEMOIRE...

* **MFO** - Le premier colloque du programme de recherche sur les **“frontières de la modernité”** qui associe la Maison française d'Oxford et l'Institut de recherche sur la Renaissance, l'âge Classique et les Lumières (IRCL) de Montpellier s'est tenu à Oxford en février 2005. Il était consacré à la figure du philosophe dans la prose non-philosophique XVIIe-XVIIIe siècles. Ce programme qui s'inscrit dans le cadre de l'ACI «Terrains, techniques, théories» est un programme d'étude interdisciplinaire de la modernité européenne (en particulier France et Grande-Bretagne des XVIe aux XVIIIe siècles). La “modernité européenne” recouvre des acceptions différentes selon que l'historien, le littéraire ou le philosophe l'analyse et l'étudie. En s'intéressant aux **opérations qui construisent, fixent et pérennisent les frontières des savoirs**, il s'agit d'engager une réflexion pluridisciplinaire sur des moments de constitution et de cristallisation du paradigme de la modernité. Si la modernité s'est aussi caractérisée par la séparation entre disciplines, par la volonté de fractionner l'unité philosophique de la science et de la politique, de la philosophie et de la littérature, si la modernité s'est donc attaché à construire des frontières entre domaines d'enquête, c'est sur ces frontières qu'il faut revenir. A partir d'expériences disciplinaires diverses, on étudie comment un invariant épistémologique (la « modernité ») s'est constitué.

www.mfo.ac.uk/recherche/modernite.htm

* **IFP Pondichery** - Conférence internationale **« Formes et usages du commentaire dans le monde indien »**

(Pondichéry, 22-25 février 2005). Cette manifestation scientifique, co-organisée par l'Institut français de Pondichéry et l'Ecole française d'Extrême-Orient, avec la collaboration de l'Université Paris-III et du Rashtriya Sanskrit Sansthan (Delhi), avait pour objet de **célébrer 50 ans d'indologie française à Pondichéry**. A cette fin avait été choisi le thème des commentaires, qui est fondamental dans tous les domaines des études sanskrites et tamoules; 54 spécialistes reconnus, savants traditionnels indiens et universitaires occidentaux, ont participé au grand succès scientifique de cette conférence.



* **CEFC Hong Kong** - **« Chine : les nouveaux mouvements sociaux »** (23 et 24 mars 2005) - Cette conférence, conjointement organisée avec l'Université de Hong Kong, a rassemblé des spécialistes venus d'Europe, de Chine, d'Australie et des Etats-Unis pour analyser les nouveaux mouvements sociaux dans la Chine contemporaine. Ces formes sociales révèlent-elles une lutte entre les forces économiques et sociales analogue à celle qu'ont connue les sociétés industrialisées ? Assiste-t-on à un retour ou à l'émergence de la lutte des classes ? Ces mouvements défendent-ils les intérêts de catégories spécifiques d'individus qui réclament davantage d'autonomie et de reconnaissance ou bien au contraire assiste-t-on à la formation d'un esprit citoyen ? Il s'agit là d'une évolution capitale dans la perspective de l'émergence d'une citoyenneté et d'une évolution du système politique.



IFRA Nairobi – Deux conférences, en mars et avril, sur la **rébellion Mau Mau au Kenya**.

L'IFRA-Nairobi poursuit une collaboration régulière avec le British Institute in Eastern Africa dans le cadre d'un cycle de conférences qui se tiennent tous les mois dans les locaux de l'Alliance française. En mars et en avril, deux conférences ont permis de relancer le débat sur la **fin de l'Empire britannique dans les années 50 au Kenya**, et plus particulièrement sur les relations entre les Kikuyu et le pouvoir colonial. La question reste sensible dans le pays. Ces deux conférences ont été données à l'occasion de la sortie récente de deux ouvrages ravivant la mémoire de cette période sombre de l'histoire coloniale. Le titre de la conférence de Caroline Elkins, professeure associée à l'université d'Harvard (USA), *The*

untold story of Britain's Gulag in Kenya, annonçait le tableau, particulièrement effrayant, qu'elle a dressé de l'implacable réaction britannique à l'insurrection Mau Mau. Celle de David Anderson, professeur à l'université d'Oxford, *History of the hanged: Britain's dirty war in Kenya and the end of empire*, lui a fait écho, explorant les passions et les sentiments des deux parties antagonistes, emportées mutuellement par la violence et l'escalade dans l'horreur. <http://www.ifra-nairobi.net/>

* **CFRM** - Le **Salon du livre de Paris** avait cette année, pour son 25^{ème} anniversaire, la **Russie comme invitée d'honneur**. Le Centre franco-russe en sciences sociales et humaines de Moscou a pris l'initiative d'organiser des **débats présentant les sciences sociales et humaines russes**. Avec la participation de nombreux partenaires russes et français et le soutien du poste, le CFRM a permis à un petit groupe de chercheurs russes de se rendre à Paris afin de participer aux **tables rondes** : **« La Pensée française dans la Russie d'aujourd'hui », « La mémoire collective et les pages tragiques d'une histoire nationale », « A qui et à quoi servent les sciences sociales aujourd'hui en Russie », « Ouverture des archives, nouveaux faits, nouvelles interprétations de l'histoire soviétique », « Les mutations dans les sciences sociales en Russie », « Le Langage des sciences sociales et problèmes de traduction », « Sociologie de la culture »**. Tous ces débats, qui avaient lieu ou bien sur le site du Salon ou bien, pour les discussions plus spécialisées, hors du Salon, ont attiré un public nombreux et intéressé. <http://www.obsmoscou.net/>

* **SFDAS** - La Section française de la Direction des antiquités du Soudan (SFDAS) a engagé, durant la dernière campagne de fouille à El-Hassa, un **programme de formation aux techniques documentaires de terrain** adressé aux inspecteurs des antiquités du Service du patrimoine soudanais. Prévue dès le lancement de cette fouille programmée, en 2000, cette **« école de fouille »** a pu être mise en place cette année grâce au recrutement d'un archéologue formateur, M. Giorgio Nogara. Les demandes dans ce domaine d'expertise sont en effet de plus en plus fortes, puisque le développement que connaît actuellement le Soudan expose de plus en plus son patrimoine archéologique. Gestion d'une fouille, techniques de relevés, méthodes documentaires, photographie, dessin, etc. sont les différents ateliers prévus dans le cadre de cette formation. La **construction d'une maison de fouilles** sur le site, **financée par le mécénat**, fournira l'infrastructure nécessaire au développement de ce programme de formation.

* **CRFJ** - Le Centre de recherche français de **Jérusalem** a organisé les 20 et 21 mars, conjointement avec l'EHESJ et l'Université

hébraïque de Jérusalem, un atelier : « **Approches interdisciplinaires à l'étude des cultures et des religions** ». Le programme prévoyait les interventions suivantes : Jean-Loup Amselle, « Le renversement du monde ou les enjeux d'une déconstruction de l'Occident » ; répondant : Steve Kaplan. Vincent Fourniaux, « La russification parmi d'autres facteurs globaux : l'héritage national dans les pays de l'Asie centrale » ; répondant : Michal Biran. Jean-Pierre Albert, « Le virtuose religieux » ; répondant : Brouria Bitton-Ashkelony.

Michael Werner, « Philologie, cultures littéraires et sciences sociales. Des philologues allemands et judéo-allemands en France au XIX^e siècle face à l'empire du « goût » » ; répondant : Christoph Schmidt. Jean

Dhombres, « Science, religion et politique. Nouveaux développements quant à l'histoire de la recherche et la notion de modernité » ; répondant : Yemima Ben-Menahem. Danielle Hervieu-Léger, « La figure du converti comme une figure de la modernité religieuses » ; répondant : Florence Heymann.

<http://www.angelfire.com/journal2/crfj/>

* **CRFJ** - Le Centre de recherche français de Jérusalem organise pendant le premier semestre 2005, un cycle mensuel de conférences. - janvier : Pierre de Miroschedji, *Naissance des villes émergence de l'Etat au Levant méridional*. L'exposé visait à présenter l'état des connaissances sur ces deux aspects majeurs de l'archéologie d'Israël au III^e millénaire. Il s'appuyait particulièrement sur les résultats, encore largement inédits, des dernières fouilles archéologiques dirigées par l'auteur sur les sites de Tel Yarmouth, de Hartouv et de Tell es-Sakan. - février : Florence Heymann, *Un Juif pour l'Islam : hybride ou transfuge ?* Leopold Weiss, né en 1900 à Lemberg dans une famille juive, se convertit à l'islam en 1926. Après de longues années au Proche-Orient, il participe à la fondation du Pakistan. Une vie hors du commun, qui croise toutes les épreuves du XX^e siècle et pose des questions d'une actualité brûlante. - mars : Eva Telkes-Klein, *Émile Meyerson dans le monde*. Juif originaire de Pologne, installé à Paris, cet épistémologiste introduit la théorie de la relativité en France. Cette conférence exploite les multiples directions du fonds d'archives déposé à Jérusalem. - avril 2005 : Catherine Weill-Rochant, *Tel-Aviv 1908-1948 : mythes et constructions*. Les conférences à venir : 3 mai 2005 : Elisabeth Marteu, *La politisation des femmes bedouines du Néguev* et 7 juin 2005 : Irène Salenson, *Construction et urbanisme alternatif à Jérusalem-Est*.

* **CMB Berlin** - Le Centre Marc Bloch de Berlin, la Stiftung Aufarbeitung, le Bureau de la coopération universitaire de Berlin-C.C.C.L. de Berlin et le Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne ont organisé les 17-19 mars 2005 à l'Université

Humboldt de Berlin un colloque interdisciplinaire intitulé "*La recherche française sur la RDA et la transition : pour une approche socio-culturelle du politique*". Il a réuni sur l'initiative de Sandrine Kott, professeur à l'Université de Genève, une trentaine de chercheurs français et allemands. Il s'est agi de présenter la recherche française dans ce domaine et de la confronter à la recherche allemande afin de mettre en valeur son dynamisme et son originalité, alors qu'elle demeure, en particulier à cause des barrières linguistiques, trop peu connue en Allemagne. Descriptif et programme sur le site :

<http://www.cmb.hu-berlin.de>



La MHFA de Göttingen, à travers une série de rencontres internationales sur « **Les élites au haut Moyen-Age** » et sous la responsabilité de Philippe Depreux, est partenaire d'un vaste programme international explorant le thème des élites du VI^e au XI^e siècle en Europe. Après un premier colloque à Rome en mai 2004, un second s'est tenu à Göttingen en mars 2005, en attendant un troisième prévu en France. Rassemblant des partenaires français, italiens, belges et allemands, cette série de rencontres témoigne d'une **européanisation de la recherche historique à laquelle la MHFA participe** en renforçant, dans ces colloques, la dimension franco-allemande. <http://www.mhfa.mpg.de/>

A VENIR...

* **CJB Rabat** – Conférences de Robert BOYER, directeur d'études à l'EHSS - Robert BOYER, qui est l'un des principaux penseurs de l'Ecole française de la régulation, directeur d'études à l'EHSS et économiste au CEPREMAP, est invité par le CJB de Rabat et par le laboratoire d'économie des institutions (université Mohamed V Rabat) pour donner, les 25 et 26 avril, deux conférences sur : « **Les crises contemporaines à la lumière de la théorie de la régulation** » et « **Pourquoi les crises financières sont-elles si graves dans les pays émergents ?** ».

- Colloque international à Rabat et Mohammedia (du 14 au 16 avril) sur « **L'altérité et la reconstruction du local** » organisé par le laboratoire de sociologie comparative et d'ethnologie de Nanterre Paris X, l'université Hassan II de Mohammedia et le Centre Jacques Berque. Ce colloque est placé sous la responsabilité d'un comité scientifique présidé par le professeur Raymond Jamous. Il regroupera d'éminents spécialistes de l'ethnologie et de l'anthropologie et sera suivi d'une session d'études doctorales en anthropologie.

- 4^{ème} **Séminaire international sur la fabrication urbaine** (Rabat du 19 au 21 mai) – « La fabrique de la ville. Savoirs, savoir-faire et compétences. Pour un nouvel urbanisme. » Ce séminaire est organisé avec l'Ecole nationale d'architecture du Maroc et l'Ordre des architectes du Maroc.

<http://www.ambafrance-ma.org/cjb/>

* **CEFRES Prague** – « **Qui assurera notre avenir ?** » Conférence trilatérale sur la natalité et les migrations internationales en Allemagne, en France et en République tchèque au Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES), Prague, 23 mai 2005. La République tchèque, comme les nouveaux Etats membres de l'Union européenne, connaît pour l'instant une immigration limitée. La République tchèque compte cependant trois communautés étrangères : les Slovaques, dont on peut se demander s'ils sont considérés comme des « étrangers » ; les Ukrainiens arrivés en 1991 pour occuper, comme en Pologne, des emplois d'ouvriers, notamment dans le secteur du bâtiment ; les Vietnamiens arrivés à l'époque socialiste pour travailler dans les usines tchécoslovaques et reconvertis après 1990 dans les activités de commerce. Compte tenu de la croissance économique, des tendances déclinantes de la démographie, l'immigration va se développer en République tchèque dans les dix années à venir. **Tout comme les autres pays européens, les pays d'Europe centrale auront ainsi vocation à devenir de plus en plus un pays d'immigration.** En partenariat avec la Société tchèque de démographie et le Goethe Institut, le CEFRES organisera le 23 mai prochain à l'Université Charles de Prague un colloque réunissant démographes, sociologues et praticiens des trois pays pour réfléchir aux liens entre démographie et immigration en République tchèque, en comparaison des expériences allemande et française. Réunissant avant tout des chercheurs, ce colloque accueillera aussi le Commissaire européen Vladimir Spidla qui présentera le Livre vert « Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations ». Contact : hana@cefres.cz

* Le réseau **Eurogolfe** organisera à Menton, du 16 au 19 juin 2005, le « **Forum Eurogolfe 2005 pour le développement humain** ». Durant ces deux journées de débats, responsables politiques et administratifs, décideurs économiques et culturels, représentants de la société civile, feront avec des experts, des chercheurs et des spécialistes, le bilan des défis auquel le Golfe fait face aujourd'hui et construiront les perspectives d'un partenariat avec l'Europe pour contribuer à les résoudre. Contact : bernardelghoul@hotmail.com

* **CRFJ** - Le Centre de recherche français de Jérusalem organise les 6 et 7 juin prochains, conjointement avec l'Université hébraïque de Jérusalem et l'université de Paris I, un colloque international « **L'histoire et la philosophie des sciences françaises à la lumière de l'œuvre d'Emile Meyerson (1859-1933)** ». Seront traités les thèmes suivants : Meyerson dans son contexte historique ; science et histoire des sciences ; de l'histoire à la philosophie des sciences ; la philosophie de Meyerson.



* **IFPO - Cycle de conférences « Doctoriales 2005 »** Partant du constat que de nombreuses thèses de doctorat ont été soutenues ces dernières années ou sont prêtes de l'être dans plusieurs domaines touchant à l'**Archéologie et à l'histoire ancienne du Liban**, l'antenne de Beyrouth de l'Institut français du Proche-Orient, au travers de sa direction scientifique « Archéologie et histoire de l'Antiquité », met en place pour la seconde année consécutive un cycle de conférences intitulé « Doctoriales 2005 » et destiné à faire connaître au public intéressé les travaux récents des docteurs ou doctorants libanais en archéologie, à leur permettre d'échanger entre eux et à **assurer une meilleure information mutuelle sur leurs recherches et leurs résultats**. Ces conférences, publiques et ouvertes à tous, sont organisées chaque semaine à compter du 5 mai prochain et jusqu'au 16 juin, à raison de 2 interventions (avec projections) par séance, suivies de discussions et débats. Le cycle de l'an passé avait connu un bon succès. On trouvera le programme de celui de cette année sur les pages web de l'IFPO :

<http://www.ifporient.org>

ALEPH



Publications récentes des centres, publications de thèses et actualité des ressources en ligne.

PUBLICATIONS RECENTES DES CENTRES

* **IFEAC Tachkent** – Publication en avril de l'ouvrage de Gaël Raballand (économiste à la Banque Mondiale) de « **L'Asie centrale, la fatalité de l'enclavement ?** » dans la collection de l'IFEAC « Centre-Asie » chez l'Harmattan. - Le terme "d'enclavement", qui définit l'absence d'accès d'un Etat à la mer, a toujours une connotation négative. En revanche, le terme de "centralité" revêt une vision positive. Or l'Asie centrale, longtemps

définie par sa centralité, n'est-elle pas plutôt enclavée ? Ce travail essaie de répondre à cette question en s'inscrivant dans le cadre théorique de la **nouvelle économie géographique** et en s'appuyant sur une base de données de quarante-six Etats constituée à cette fin. Il démontre en quoi la multiplication des passages de frontières terrestres conduit à une augmentation des coûts de transports qui se répercute de manière négative sur le commerce. Une étude détaillée menée dans le cadre d'un travail de terrain au Kazakhstan et au Kirghizstan montre l'impact négatif de l'enclavement sur les flux commerciaux dans cette région. Une analyse théorique et empirique sur le **rôle de la coopération régionale** permet de mieux comprendre en quoi celle-ci peut limiter l'impact de l'enclavement. <http://www.ifeac.org/>

* **CEFAS Sanaa** – « **Le Yémen vers la République. Iconographie historique du Yémen (1900-1970)** » sous la direction de François Burgat - Sanaa : CEFAS, 2005, 315 p. (en français et en arabe). L'histoire contemporaine du Yémen, ponctuée par plusieurs révolutions, de 1948 à 1962, puis par une longue guerre civile (jusqu'en 1970), est encore très mal connue, car les documents et les témoignages restent éparpillés et souvent inaccessibles. Dans cet ouvrage, le CEFAS a souhaité exhumé les richesses iconographiques qui témoignent de l'engagement des acteurs de tous bords. Il a pour ambition de contribuer à la tâche difficile d'écrire cette histoire dont la mémoire, encore fraîche, est restée meurtrie. <http://www.univ-aix.fr/cefaf/>



* **CJB Rabat** – Cahiers de recherche du Centre Jacques BERQUE, n°2 - Ce second numéro est consacré principalement à **l'Islam, le droit et la société au Maroc et au Maghreb**. Il y est notamment développé une analyse de la question de l'Islam à partir des notions de pluralité de l'Islam et du concept d'islamités. D'autres textes abordent la question de la famille et des droits de la femme dans les sociétés maghrébines.

* **CSH New Delhi** – Urbanization and Governance in India Evelin Hust & Michael Mann (eds.) South Asia Institute-CSH-Manohar, New Delhi, 2005, 345 p. **La gestion des villes indiennes** apparaît comme un des défis majeurs du vingt-et-unième siècle au regard des problèmes qu'elles affrontent. Le concept de gouvernance se rencontre à différents niveaux allant d'un secteur économique localisé jusqu'à l'échelle

mondiale. La définition proposée par un habitat qui sert de point de départ à l'ouvrage, pose que le pouvoir existe non seulement à l'intérieur d'institutions gouvernementales établies mais aussi en dehors. La gouvernance désigne le processus selon lequel toute décision résulte de **relations complexes entre différents acteurs aux objectifs variés**. A travers les différents chapitres de l'ouvrage, chaque contributeur présente son point de vue sur les problèmes urbains et la gouvernance urbaine. L'ensemble des chapitres en multipliant les perspectives améliore non seulement notre compréhension de la gouvernance urbaine mais **élargit aussi notre horizon sur les problèmes urbains en Inde**.

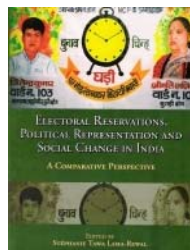
* **Mission Historique Française en Allemagne (MHFA), Göttingen** : « **Les Sociétés rurales en Allemagne et en France (XVIIIe-XIXe siècles)** », sous la direction de Gérard Béaur, Christophe Duhamelle, Reiner Prass et Jürgen Schlumbohm, Rennes, Association d'histoire des sociétés rurales, 2004, 302 p. Issu d'un colloque organisé à Göttingen par la MHFA et l'Institut Max-Planck d'histoire, cet ouvrage rassemble, sur un **domaine (l'histoire rurale) en profond renouvellement** dans les deux pays, des spécialistes français et allemands qui se côtoient souvent pour la première fois. Les contributions, des bilans sur une série de thèmes majeurs, sont présentées en « binômes » (un Français, un Allemand), permettant rapprochements et comparaisons. La liste des références est unifiée et constitue une véritable bibliographie ruraliste franco-allemande. Pour rendre cet ouvrage efficace des deux côtés du Rhin, les contributions allemandes ont été traduites en français, tandis qu'une version entièrement allemande du livre a été publiée.

* **Le CFEE d'Addis-Abeba** vient de publier un ouvrage de recherches originales de Mr Aramis Houmed Soulé intitulé : « **Deux vies dans l'histoire de la Corne de l'Afrique : Mahamad Hanfare dit 'Illalta' (1861-1902) et Ali Mirah Hanfare (1944-)** », **Sultans Afars** ». Il est disponible au Centre ainsi qu'à la librairie L'Harmattan. Cet ouvrage juxtapose deux biographies de Sultans Afars qui ont joué des rôles essentiels à leurs époques respectives. Mahamad Hanfare a vu son long règne (1861-1902) se mesurer à la conquête coloniale de l'Afrique. Quant à Ali Mirah, Sultan depuis 1944, il a traversé toutes les tempêtes du siècle passé des conséquences de l'invasion italienne à la modernisation impériale en passant par la révolution de 1974, le communisme, la guerre civile et finalement la collaboration avec le régime actuel. Tous deux sont parvenus à préserver l'indépendance ou au moins l'autonomie des Afars dans des périodes extraordinairement agitées. Par ailleurs, le

volume 20 [2004] des « Annales d'Ethiopie » sortira aux Editions de la Table Ronde en mai 2005. Le volume 21 [2005] est prévu pour le mois de novembre.

<http://www.cfec-fces.org/index.htm>

* **CSH New Delhi** – “Electoral Reservations, Political Representation and Social Change in India. A Comparative Perspective” - Stéphanie Tawa Lama-Rewal (eds.) Manohar-



CSH, New Delhi, 2005, 210 p. **La politique de réservation en Inde**

garantit dans différentes institutions la présence des catégories sociales considérées comme victimes d'un préjudice historique. Le présent ouvrage s'intéresse à la mise en place de réservations électorales en direction des ex-intouchables, des tribaux, des basses castes et des femmes. A travers les réservations, la loi s'attaque frontalement au contraste entre un système politique démocratique et une organisation sociale hiérarchisée. La question est de savoir lequel des deux s'en trouve le plus transformé dans un tel processus. En multipliant les perspectives sur différents niveaux de la vie politique, sur différentes régions et sur différentes périodes, l'ouvrage analyse le fonctionnement des réservations au regard de **deux problèmes majeurs : l'efficacité des réservations pour assurer la représentation politique, et leur intérêt comme instrument de changement social.**

* **CMB de Berlin** - "L'Europe en voie de Constitution" ouvrage sous la direction d'Olivier Beaud, Arnaud Lechevalier, Ingolf Pernice et Sylvie Strudel, Bruxelles, Bruylant, 2004, 832 p. L'Union Européenne se donne pour défi de se doter d'une "Constitution": celle-ci marquera-t-elle une étape décisive de son histoire ? Un projet de "traité constitutionnel" a été élaboré par la "Convention sur l'avenir de l'Europe" réunie à Bruxelles entre février 2002 et juin 2003. Cet ouvrage publie les **actes d'un colloque franco-allemand** organisé à Berlin en novembre 2003 par le Centre Marc Bloch en collaboration avec le Walter Hallstein Institut de l'université Humboldt. Il propose un **bilan critique des travaux de la Convention**, bilan qui a été demandé à des juristes, politistes et économistes de renom. Il permet de dégager le contenu et les enjeux de ce projet de Constitution qui, un peu modifié sur certains points, est devenu depuis le 29 octobre 2004, le "traité établissant une Constitution pour l'Europe".

* **IFRA Nairobi** : Les Cahiers d'Afrique de l'Est, n° 26 et 27 - Les Cahiers d'Afrique de l'Est (quatre numéros par an) ont pour objectif de faire connaître rapidement et à

public large les recherches en cours à l'IFRA. Le numéro 26 (octobre-décembre 2004) porte sur le thème « **Montagnes et Ressources** », avec trois articles sur la gestion des forêts au Mont Kenya, la question de la terre au Mont Elgon et l'irrigation au Kilimandjaro. Le numéro 27 (janviers-mars 2005) présentent 17 positions ou résumés de thèses, rassemblés autour de cinq rubriques : hautes terres, territoires et gestion des ressources, entre rural et urbain, études urbaines, réseaux et justice, pouvoir et communication. www.ifra-nairobi.net

* **IFRA Ibadan** – « *Gated Neighbourhoods and Privatisation of Urban Security in Ibadan Metropolis* de Fabiyi O. Oluseyi, IFRA, 2005, 97 p. (cartes). L'échec de l'Etat à garantir la sécurité des biens et des personnes dans les pays en développement comme le Nigeria a laissé le champ libre aux initiatives privées en matière de prévention et de contrôle de la criminalité. Ce **processus de la privatisation de la sécurité au Nigeria** a entraîné la formation et le recrutement de groupes de sécurité de diverses natures (agences de sécurité, groupes d'autodéfense, gardiens de nuits, etc) et le contrôle des accès aux quartiers par des portes et des barrières sécurisées. Ce livre examine la nature, la typologie, le fonctionnement et la gestion de ces initiatives privées dans la ville d'Ibadan. Il met en lumière la revivification des fondements premiers du lien social et la dialectique des **dynamiques d'exclusion et d'intégration à l'œuvre** parmi les habitants des *gated neighbourhoods* d'Ibadan. Il rend également compte des structures spatiales, des tendances et des dynamiques de l'enclavement sécurisé et de ses conséquences en terme de sécurité. <http://ifra-ng.org/>

PUBLICATIONS DE THESE

* **MHFA - Julien DEMADE**, né en 1976, agrégé d'histoire, boursier à la Mission Historique Française en Allemagne (MHFA) de Göttingen de 2002 à 2004, a soutenu sa thèse, intitulée *Ponction féodale et société rurale en Allemagne du sud (XIe-XVIIe siècles) : essai sur la fonction des transactions monétaires dans les économies non capitalistes*, à l'université de Strasbourg-II (Université Marc Bloch) en décembre 2004. Ses travaux constituent une **contribution très originale à l'histoire économique du Moyen Âge tardif**, car ils combinent des approches souvent considérées comme séparées, voire antagonistes : une grande familiarité avec l'économétrie la plus récente et un souci de modélisation théorique ; une enquête micro-historique fondée sur l'exploitation approfondie des archives concernant un village du sud de l'Allemagne, Simonshofen ; une réflexion sur l'historiographie et la construction des catégories qui influencent, souvent de manière

inconsciente, le travail des historiens. Cette multiplicité des approches va de pair avec un jeu entre les échelles, associant un travail systématique à l'échelle de l'Europe sur certains paramètres, à un examen approfondi de la vie concrète d'une exploitation paysanne. Le travail de Julien Demade, enfin, accorde au temps une importance nouvelle et en fait non le cadre de déroulement « neutre » des phénomènes sociaux, mais une dimension majeure de leur fonctionnement, en particulier dans le domaine de la ponction seigneuriale. En ce sens, il revêt **un intérêt dépassant le cadre de l'histoire médiévale européenne**. Ce jeune chercheur jouit déjà d'une audience en Allemagne (où sa vision française bouscule un compartimentage, plus marqué en RFA, entre l'histoire économique et le reste) et en France, mais aussi en Espagne, où il a publié récemment un important article d'historiographie allemande, et au Royaume-Uni. Il vient d'ailleurs d'obtenir à la prestigieuse London School of Economics un poste de *research fellow* post-doctoral.

* **CSH** – Publication de la thèse de **Stéphanie TAWA LAMA-REWAL**, « **Femmes et politique en Inde et au Népal – Image et présence** » - Karthala – L'Asie du Sud est la seule région du monde où des femmes accèdent régulièrement aux plus hautes fonctions de l'Etat depuis les années 50. Mais quelle est la place des femmes, en tant qu'acteur collectif, dans la vie politique du monde indien ? Ce livre mène l'enquête en Inde et au Népal, autour d'une double question : **qui représente les femmes et que représentent les femmes** sur la scène politique de ces pays ? Les quotas féminins adoptés au niveau local dans les deux pays et revendiqués au niveau national, depuis les années 1990, révèlent finalement autant les progrès que les limites de la légitimité du genre comme catégorie politique. Stéphanie Tawa Lama-Rewal est chargée de recherche au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS) et chercheuse affilié au Centre de Sciences humaines de New Delhi.

RESSOURCES EN LIGNE DES CENTRES

IFP - L'institut français de Pondichéry vient d'éditer un **nouveau catalogue de ses publications**. Il s'agit d'un travail



considérable puisqu'un descriptif complet de chaque ouvrage est désormais présenté : référence, image de la couverture, résumé, mots-clefs. Ce catalogue, en anglais, aura nécessité l'écriture d'environ 250 résumés d'ouvrages. Il a été imprimé pour le cinquantième de l'institut et mis en ligne. Une version française est en construction. <http://www.ifpindia.org/>

* **CEFAS** - Les ressources documentaires en ligne du CEFAS de Sanaa sont accessibles sur le site [Revues.org](http://cy.revues.org) (fédération de revues en sciences humaines) - <http://cy.revues.org> :
- **texte intégral des Chroniques Yéménites (de 1994 à 2003)**,
- "Cabiers du Cefas" n° 4 : "Le règlement des conflits tribaux au Yémen",
- actes du colloque "War in Times of Peace" 2-3 novembre 2002.

* **CRFJ** - Avec le soutien du centre d'édition numérique scientifique (CENS) du CNRS, le **Bulletin du centre de recherche français de Jérusalem** paraîtra dès l'automne 2005 en version électronique accessible sur son site internet :
<http://www.angelfire.com/journal2/crfj>

* **CEFRES** - La nouvelle version du site internet du Centre français de recherche en sciences sociales de Prague est en ligne à l'adresse www.cefres.cz

VIGIE

Les appels d'offre, les cofinancements pour des programmes de recherche.

* **CEFAS Sanaa** - Programme de **protection et sauvegarde des sites et objets archéologiques du Jawf (Yémen)** - Les sites archéologiques préislamiques de la région du Jawf (Nord-Est de Sanaa) subissent ces dernières années destruction et pillage qui alimentent un marché international du trafic des antiquités yéménites. Pour mobiliser le gouvernement yéménite, un appel à la communauté scientifique internationale et à l'UNESCO a été lancé en août 2004, suite à l'opération de sauvetage franco-yéménite d'un temple *intra-muros* du site d'as-Sawdâ', réalisée en juillet 2004 par Rémy Audouin et Mounir Arbach qui ont élaboré un rapport circonstancié sur l'état catastrophique du site. Le dossier a été accepté par l'UNESCO, **240.000 \$ ont été débloqués** pour la restauration des pièces provenant du site, la protection et la sauvegarde d'as-Sawdâ'. Le Fonds social du développement du gouvernement Yéménite est le gestionnaire de ces fonds. M. Rémy Audouin est chargé par l'UNESCO de la mise en œuvre de ce projet, en collaboration avec Mounir Arbach, chargé de recherche CNRS (CEFAS) et Jérémie Schiettecatte, doctorant boursier au CEFAS de Sanaa. Parallèlement à l'opération de protection du site, un **chantier de fouille de sauvegarde du temple** sera entamé. La **restauration des objets et pièces archéologiques** (500 pièces) provenant du site d'as-Sawdâ', déposés au musée National de Sanaa, et la protection et la sauvegarde du site seront menées en étroite collaboration

avec l'Organisation générale des Antiquités et Musées yéménite et le CEFAS. La restauration des pièces a débuté en mars 2005. Un **catalogue des pièces archéologiques et épigraphiques** provenant du Jawf est en cours d'achèvement (en langue arabe). **La protection du site débutera en mai 2005**. Une équipe franco-yéménite est constituée pour mener à bien ces opérations. Une proposition est faite du gouvernement yéménite de classer **Patrimoine mondial par l'UNESCO** les sites archéologiques de Ma'rib, Sirwâh et Barâqish, ces sites formeront un **parc archéologique national**.

* **IFP Pondichéry** - La **Ford Foundation** finance la deuxième phase de **l'Atlas Historique de l'Inde du Sud**. Un projet ambitieux d'atlas historique de l'Inde du Sud a été lancé par l'IFP de Pondichéry et l'université Tamoule de Tanjore. Son objectif est de rendre **disponible sur internet (et sur cédérom)** un atlas des configurations historiques du Sud de l'Inde (chronologie allant de la préhistoire au 17^{ème} siècle). La première phase, financée par l'IFP, a consisté en la construction d'un prototype couvrant une zone restreinte de l'état du Tamil Nadu. **Ce prototype a été mis en ligne sur le site internet de l'Institut**. La Ford Foundation accorde un crédit de **192 000 dollars sur 3 ans** pour la deuxième phase du projet. Cette dernière concernera les quatre états de l'Inde du Sud : Tamil Nadu, Kerala, Karnataka et Andhra Pradesh. Quatre universités (une par état) seront associées à l'Institut. Cinq thèses seront financées par le projet. Au delà de sa composante technologique (cartes interactives, photos, descriptions, analyses, enregistrements sonores, etc, accessibles par Internet), ce projet est une opportunité de mener une recherche réellement pluridisciplinaire où l'histoire est abordée sous un angle original.
www.ifpindia.org/geo/h_atlas/Atlas.html

* **CEDEJ** - **Des SIG pour le Soudan - L'antenne du CEDEJ à Khartoum**, en coopération avec le Département de géographie de l'université de Khartoum et le Bureau central Soudanais de la statistique, a mené à bien, de juin 2003 à juin 2004, la réalisation d'un système d'information géographique (SIG) du Nord Soudan concernant les **structures de peuplement et l'évolution de la population** de cette grande région représentant les trois quarts de la superficie du pays. Sur la base des cartes imprimées et manuelles existantes, 35000 lieux habités (villes, villages, hameaux et écarts) ont été digitalisés, ainsi que les limites administratives des 300 districts ruraux, 75 provinces et 16 Etats. Les difficultés rencontrées, essentiellement liées à l'état des sources ont été considérables. Néanmoins cette couche « expérimentale » de SIG, qui doit être largement améliorée, a dès juillet

2004 été **utilisée par les organismes des Nations Unies dans le cadre des opérations humanitaires au Darfour** et servira à la mise en place du recensement général de la population du Soudan de 2006 ainsi qu'à la présentation spatiale de ses résultats. Ce programme, piloté par Eric Denis, ancien chercheur au CEDEJ actuellement membre du SEDET/CNRS, et François Ireton (ingénieur d'étude au CEDEJ/CNRS), a bénéficié d'un **financement de l'Union Européenne** et d'un appui du SCAC de l'Ambassade de France. Outre les deux membres français, l'équipe regroupait huit chercheurs, statisticiens et techniciens soudanais des deux institutions citées, qui furent chacune dotées d'une unité de production de SIG et d'analyse spatiale. Deux **sessions de formation** aux techniques de SIG furent également assurées. Suite aux accords de paix signés entre le Nord et le Sud du Soudan, un deuxième projet, consacré à la production d'une couche de SIG concernant le peuplement et la population du **Sud Soudan**, sera mené d'avril 2005 à mai 2006, en coopération avec le *New Sudan Center for Statistics and Evaluation* sur un financement européen et français plus substantiel, permettant d'apporter une contribution significative à l'équipement informatique du NSCSE. Ces deux projets de coopération constituent à la fois une contribution au développement de l'appareil statistique du Soudan et un appui aux recherches universitaires soudanaises et françaises en matière de géographie et de socio-démographie. <http://www.cedej.org.cg/>

ENTRE-LIENS

Ils sont passés par les centres de recherche ...



Un bref entretien avec le professeur **Dominique DARBON**, président du conseil scientifique du pôle Afrique, est maître de conférence de science politique à l'université

Monstesquieu-Bordeaux IV et ancien directeur du Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN - IEP Bordeaux).

- **Quel a été l'apport dans votre carrière de chercheur, d'universitaire, de responsable d'établissement de recherche, de vos séjours dans des centres de recherche français ?** Les centres du ministère en Afrique ont tout d'abord contribué à mon apprentissage du métier de chercheur, d'enseignant et de gestionnaire de la recherche. Posté en VSN au CREDU de Nairobi (aujourd'hui l'IFRA) puis chargé de créer l'antenne du CREDU à Harare (lointain

ancêtre de l'IFAS) j'y ai appris mon métier. J'ai aussi appris une autre tradition académique et **une autre conception de la recherche en SHS plus intégrées dans la définition des politiques publiques** et plus directement pilotées par des objectifs pluriannuels, des politiques d'établissement faisant « contrat ». Depuis, ces centres participent à la structuration de mes programmes de recherche ne serait-ce qu'à travers les étudiants et collègues français ou locaux qui les utilisent pour construire leurs problématiques et mener leurs études de terrains. Ils jouent un rôle d'intermédiaires et d'agitateurs d'idées exemplaire.

- **Quel regard portez-vous sur le réseau que constitue les 27 centres de recherche français à l'étranger ?** Le réseau est pour moi un facteur d'émerveillement et d'étonnement. Émerveillement devant le **potentiel qu'il représente en termes d'ouverture intellectuelle, de capacités de recherches comparatives, de confrontation de méthodes et de savoirs et savoirs faire.** Émerveillement aussi devant les résultats obtenus avec des moyens le plus souvent très limités. Mais **étonnement aussi devant leur trop faible visibilité dans les communautés scientifiques françaises et devant la faible connaissance qu'ont chacun de ces centres des expériences et innovations des autres.** Et finalement étonnement devant le nombre trop réduit de recherches comparatives trans-régionales et devant le maintien d'un éparpillement des dispositifs institutionnels de recherche français. La tendance en cours à organiser la synergie est en ce sens essentielle et doit être considérée comme une priorité.

- **Parmi les différentes missions des instituts français de recherche à l'étranger (IFRE), quelle est celle qui, à vos yeux, est essentielle ?** Il y a encore quelques années j'aurais dit que la mission essentielle des instituts était de se constituer en **interfaces entre communautés scientifiques françaises et étrangères.** Aujourd'hui, alors que les opportunités et espaces d'échanges se sont multipliés tant pour des chercheurs et enseignants confirmés que pour des juniors, je dirai plutôt que ces instituts ont **pour mission principale d'ouvrir les esprits des jeunes chercheurs et notamment des doctorants non seulement à d'autres terrains et cultures mais aussi à d'autres conceptions de la recherche et de la formation.** Ils permettent de recontextualiser à la fois les appareillages théoriques et méthodologiques utilisés mais aussi de réfléchir aux impératifs et enjeux que représentent la recherche et l'enseignement pour toute société. Si quelqu'un veut se convaincre à la fois l'importance de la recherche et de la formation pour une société et de la nécessité d'en définir ou redéfinir les

conditions rationnelles de fonctionnement un bref séjour dans ces instituts est tout indiqué. Regarder ses propres pratiques scientifiques de l'autre côté de la berge est fondamental.

- **Dans leur pays de résidence comment sont perçus par nos partenaires locaux, selon vous, nos instituts et leurs chercheurs ?** Je parlerai des instituts que je connais un peu en Europe et surtout en Afrique sub-saharienne. En Europe il s'agit de partenaires capables d'organiser des échanges entre pairs. En Afrique, les instituts apparaissent pour nos collègues de plus en plus et une fois la phase de méconnaissance dépassée, comme des opportunités alternatives. La faiblesse des dispositifs de recherche et de formation fait de nos centres non seulement des havres ouvrant des opportunités mais aussi **des structures alternatives d'accès à un savoir non ou plus disponibles.** Cela suppose alors que chaque institut soit en phase avec les demandes directes de nos collègues locaux et donc souvent de pouvoir trouver un équilibre instable entre priorités locales et projets français, l'idéal étant des les articuler. C'est à ce prix que les instituts pourront prendre toute leur place dans le dispositif local de recherche et formation.

“ Les centres jouent un rôle d'intermédiaires et d'agitateurs d'idées exemplaire.”

SYNERGIES

Les projets conjoints aux centres, les partenariats avec d'autres organismes de recherche.

* **CRFJ – Jérusalem** – Le Centre de recherche français de Jérusalem a accueilli, du 20 au 23 février, Pierre Rouillard, directeur de la Maison Ginouvès de Nanterre et président du **réseau national des Maisons de sciences de l'Homme.** Son voyage a été l'occasion de nombreuses rencontres avec des chercheurs et universitaires locaux. Il a prononcé deux conférences. La première, au CRFJ, sur **« Les Maisons des Sciences de l'Homme : un outil au service des Sciences Humaines et Sociales »** visait à **faire connaître à un public d'universitaires israéliens les possibilités de coopération internationale offertes par ce dispositif** unique en son genre ; des coopérations se mettront prochainement en place **entre le CRFJ et plusieurs MSH.** La seconde conférence, à l'Université de Tel Aviv, intitulée "Entre Phéniciens et Ibères, les

feuilles de l'établissement protohistorique de La Fonteta-La Rabita, près d'Alicante", traitait du problème de la colonisation phénicienne en Espagne ; elle a permis aux archéologues locaux de prendre connaissance des travaux de leurs collègues français sur l'expansion phénicienne en Méditerranée occidentale et sur les problèmes chronologiques qu'elle soulève.

* **CMB Berlin - Le Centre Marc Bloch** a organisé à Berlin, en juillet 2004, en collaboration avec le **CEFRES de Prague**, des ateliers doctoraux sous le titre **« Trajectoires communes, trajectoires séparées dans l'Europe socialiste et postsocialiste ».** Ce colloque a permis la rencontre pendant 3 jours de plus de 40 doctorants issus de 9 pays européens et travaillant sur cette partie de l'Europe. Il s'est agit de donner suite aux ateliers doctoraux organisés à Prague par le CEFRES en novembre 2002 sur **« Processus de différenciation en Europe postcommuniste ».** Le succès rencontré en 2002 à Prague et confirmé à Berlin en 2004 invite les deux institutions à penser à une nouvelle initiative en 2006.

* **CEMCA - Mexico** – Le Centre d'études mexicaines et centraméricaines de Mexico se propose d'initier un **réseau de recherches sur le commerce ambulant et la métropolisation** : dans les pays en développement, le commerce ambulant est généralement étudié sous l'angle de son informalité et des problèmes qu'il pose à la gestion de l'espace public. Le projet analysera plutôt son développement comme une adaptation de services urbains à la métropolisation, au capitalisme flexible et à la globalisation des libéralismes tant économique que culturel et politique. Il se propose d'utiliser le prisme de "l'ambulantage", en tant que service rendu à la clientèle, pour comparer ces processus à l'œuvre dans différentes métropoles.

Cette problématique, élaborée par le CEMCA avec des partenaires locaux, est proposée aux autres instituts, comme ceux de Lima, Istanbul, Le Caire et New Delhi qui ont déjà identifié des chercheurs susceptibles de participer au **séminaire international sur « Commerce et mobilités urbaines à l'heure de la métropolisation » qui se tiendra à Mexico du 11 au 13 juillet 2005.** Il sera organisé par le CEMCA et les universités « Autónoma Metropolitana » et « Iberoamericana » ; avec les parrainages de l'IFEA de Lima, de plusieurs Ambassades de France et partenaires français (IVM, CIRUS).
<http://www.francia.org.mx/cemca/>

ANGLES DE VUE

Des chercheurs français ou étrangers, précisent, dans le cadre de leurs recherches, leur angle de vue.

* **IFPO - Beyrouth** - Atelier international « **Le niveau de l'enseignement supérieur dans le monde arabe : amélioration ou baisse ?** » - 17-18 mars 2005 - La direction scientifique des études contemporaines de l'Institut français du Proche-Orient, a réalisé à Beyrouth, les 17 et 18 mars derniers, un atelier international sur le niveau de l'enseignement supérieur dans le monde arabe. Cet atelier qui devait discuter à partir d'études de cas, les problèmes inhérents au niveau et à la qualité de l'enseignement supérieur dans le monde arabe, a bénéficié de **cofinancements de la Fondation Ford et de l'Association Universitaire de la Francophonie (AUF)**. Il a été inauguré par le Conseiller de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Liban, M. Clavier, qui a souligné la forte corrélation entre les dépenses consacrées à l'enseignement supérieur et les performances économiques et sociales. Le directeur scientifique, Y. Courbage a insisté sur la myopie consistant à ne juger le niveau et la qualité de l'enseignement supérieur arabe, que selon les seuls critères académiques ou ceux de l'employabilité. Il faut mettre dans l'équation les énormes bénéfices matériels engrangés grâce aux retombées positives, démographiques et politiques notamment, malgré la détérioration de la qualité de l'enseignement, qui est une certitude. Les orateurs qui se sont succédés, tous spécialistes confirmés de ces questions et de profils académiques différents, venaient du Liban (M. Bashshur), d'Algérie (F. Oussedik), de Palestine (K. Nakhleh), de Syrie (H. Rishah), d'Égypte (M. Zaytoun), et du Maroc (M. Souali). Le **directeur du bureau régional de PUNESCO**, R. Salameh a évoqué en dernier lieu, les interventions de l'Unesco sur le niveau et la qualité de l'enseignement supérieur dans le monde et dans les pays arabes. Le ton général imprimé par les différentes expériences nationales était plutôt pessimiste. Mais les spécialistes n'étaient pas d'accord entre eux sur les raisons de la détérioration de la qualité. En filigrane, toutefois, le rôle de l'Etat, de moins en moins concerné par l'enseignement universitaire, jugé coûteux et peu rentable, a fait l'objet de plus d'un débat. **La démocratisation de l'enseignement a eu comme effet paradoxal de réserver des pans entiers de l'enseignement supérieur à des élites.** Les solutions « technocratiques » (enseignement virtuel, par internet...) ne sont pas viables. Les intervenants maghrébins -plus concernés- ont souligné que l'arabisation hâtive de l'enseignement supérieur, passage obligé disait-on vers sa démocratisation, n'avait pas peu contribué à cette détérioration, et a

accentué l'enseignement à deux vitesses. Le rôle négatif de la libéralisation économique et du désinvestissement de l'Etat a fait l'unanimité. Le coordonnateur de l'atelier a clôturé les travaux par une synthèse, soulignant la faiblesse des connaissances et les énormes difficultés conceptuelles, méthodologiques, statistiques et idéologiques pour une mesure objective du niveau et de la qualité dans l'enseignement supérieur. **La presse arabe au Liban a bien couvert l'évènement. Une publication en ligne et sous forme d'ouvrage est prévue.** Les prochains ateliers auront lieu, à six mois d'intervalle, à **Rabat**, sur l'adéquation de la formation universitaire et l'emploi, **Le Caire**, sur les divers projets de réforme et les universités privées et **Damas** enfin, sur la recherche scientifique et l'enseignement supérieur. **Une conférence finale, financée par la Fondation Ford clôturera les travaux, à nouveau, au Liban.**

INFOS PRATIQUES

Le **Centre d'édition numérique scientifique du CNRS (CENS)**. Le CENS est une unité mixte CNRS/ENS-Ish, destinée à aider les revues scientifiques à passer de l'édition papier à l'édition électronique et de constituer une plateforme de diffusion compatible avec les autres plateformes internationales du même type.

Cela se traduit par :

- la fabrication et la mise en ligne des revues électroniques dans le cadre d'une production intégralement réalisée à base de **nouvelles technologies en réseau**,
- une offre complète de services dans le but de **constituer une plateforme de diffusion** adaptée aux besoins de la recherche et de l'enseignement universitaire,
- une **visibilité internationale** pour les revues scientifiques, par la constitution d'un espace de diffusion élargi aux autres plateformes internationales, en particulier nord-américaines,
- la **garantie d'une pérennité des services et des accès** permettant de faire face aux évolutions technologiques, particulièrement sensibles dans ce domaine.

Les choix technologiques adoptés par le CENS reposent sur un accord de coopération scientifique et technique avec le consortium canadien Erudit. www.cens-cnrs.fr

□□□

RECRUTEMENT

Le MENESR recrute **8 assistants pour les collèges universitaires français (CUF) de Moscou et de Saint-Peterbourg** relevant du ministère des affaires étrangères. Les postes sont à pourvoir au 1^{er} septembre 2005.

Les candidats devront être au minimum titulaire d'un DEA, parler le russe et être spécialistes en sociologie, en droit, en littérature ou en histoire. **La date limite de dépôt de candidature est arrêtée au 15 mai 2005.** Pour de plus amples informations : BO n°13 du 31 mars 2005.

BOURSES POST-DOC « HERMES »

Dans le cadre des actions de coopération menées à destination des pays émergents, un nouveau programme de bourses post-doctorales dans le domaine des SHS a été mis en place par le ministère des Affaires étrangères. Il permet à de jeunes chercheurs issus de ces pays d'effectuer un séjour de moyenne durée (4 à 6 mois) dans un centre de recherche ou un laboratoire français. L'opérateur identifié de ce programme est la Fondation de la maison des sciences de l'homme (MSH-PARIS).

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 31 mai 2005.

Une information détaillée sur ce programme est disponible sur le site: www.msh-paris.fr

LA LETTRE HERMES,

Lettre électronique trimestrielle des instituts français de recherche à l'étranger

Directeur de la publication :

Philippe GEORGEAIS

DGCID-SU-A

Réalisation et inscription sur la liste des abonnés de la lettre électronique :

pascal.lemaire@diplomatie.fr

Cette lettre est téléchargeable à cette adresse :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/education/recherche/hermes/index.html>



Direction générale
de la Coopération internationale
et du Développement

DgCiD